

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'**article F** de la partie III de la Constitution, relative aux « dispositions générales et finales »

Déposée par **M. Pierre Lequiller**, représentant de l'Assemblée nationale française

Qualité : Membre titulaire

Rédiger cet article ainsi :

« Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel »

Le gouvernement de tout Etat membre, **le Parlement européen**, ~~ou~~ la Commission, **le Comité économique et social ou le Comité des régions** peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.

La procédure est différente selon que les projets de révision concernent les parties I, II ou III du Traité constitutionnel ou les protocoles annexés au présent traité.

Les modifications aux parties I, III et aux protocoles peuvent être préparées par une Convention, convoquée pour une durée limitée, et dont la composition est définie par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, également compétent pour en désigner le Président. La Convention réunit des représentants des gouvernements, du Parlement européen, de la Commission et des Parlements nationaux. La Cour de Justice, la Cour des comptes, le Comité économique et social, le Comité des régions et le Médiateur sont représentés avec le statut d'observateur.

Au terme des travaux de la Convention, si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les modifications aux parties I, III et aux protocoles entreront en vigueur après avoir été ratifiées par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Les modifications apportées à la partie II du présent traité sont rédigées par une Convention convoquée à cet effet, pour une durée limitée, par le Conseil qui en fixe les règles de composition et en désigne le Président. La Convention réunit des représentants des gouvernements, du Parlement européen, de la Commission et des Parlements nationaux. La Cour de Justice, la Cour des comptes, le Comité économique et social, le Comité des régions et le Médiateur sont représentés avec le statut d'observateur.

Le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, adopte à la majorité qualifiée les amendements proposés par la Convention, le cas échéant après les avoir modifiés.

Les amendements à la partie II entreront en vigueur après avoir été ratifiés par 4/5^e Etats membres, représentant 4/5^e de la population de l'Union, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Explication :

Aucune raison ne justifie de limiter le droit d'initiative d'une révision du Traité constitutionnel aux seuls gouvernements nationaux et à la Commission. Il est donc souhaitable d'étendre cette possibilité, non seulement au Parlement européen mais également au Comité économique et social et au Comité des régions, susceptibles de relayer les préoccupations des citoyens de l'Union.

Si toutes les dispositions du Traité constitutionnel auront la même valeur juridique (y compris les protocoles ainsi que la Charte des droits fondamentaux, indépendamment de son emplacement dans le Traité constitutionnel), il est souhaitable d'introduire deux procédures de révision : l'une contraignante pour les parties I, III et les protocoles et l'autre plus légère pour les modifications apportées à la partie II.

En effet, dans une Union élargie, l'exigence de l'unanimité risque de paralyser toute évolution du traité constitutionnel. L'amendement déposé vise à ainsi à distinguer :

- Une procédure de révision « lourde » pour les parties I, III et les protocoles prévoyant la possibilité (et non l'obligation) de convoquer une Convention pour préparer la Conférence intergouvernementale. La composition précise de cette Convention doit être laissée, au cas par cas, à la discrétion du Conseil. La Constitution doit cependant prévoir une représentation des différentes institutions mentionnées. L'exigence de l'unanimité doit être maintenue pour l'entrée en vigueur des modifications apportées.
- Une procédure de révision plus légère pour la partie II, confiant systématiquement à une Convention le soin de rédiger les propositions de modifications, sans qu'il soit nécessaire de convoquer une Conférence intergouvernementale. Dans le schéma proposé, c'est au Conseil qu'il appartiendra de se prononcer sur les propositions de cette Convention, à la majorité qualifiée. Pour entrer en vigueur, les modifications envisagées devront avoir été ratifiées par 4/5^e des Etats représentant 4/5^e de la population. Cette majorité « superqualifiée » permet ainsi d'éviter qu'un très faible nombre d'Etats puisse bloquer une révision constitutionnelle approuvée par tous les autres.